

# DROGUES et SOCIÉTÉ

# BILAN 2005

## *Drogues et Société*

### *Service administratif*

tél 33(0)1 48 99 65 26

fax 33(0)1 42 07 37 53

### *epice*

tél 33(0)1 48 99 22 14

33(0)1 48 99 57 44

fax 33(0)1 48 99 29 96

42, rue Saint-Simon

94000 Créteil

### *iap*

33(0)1 43 53 04 36

33(0)1 43 53 04 87

31 cours des Juilliottes

94700 Maisons-Alfort

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>1 ACCOMPAGNEMENT SOCIAL, SOINS ET INSERTION</b>	<b>3</b>
1.1 Public	4
Caractéristiques socio-économiques	4
Addictions	11
Médical	15
1.2 Réponses apportées	20
Unité accueil et soins	20
Les étapes vers l'emploi	22
<b>2 INFORMATION ACTION PREVENTION</b>	<b>25</b>
2.1 L'information et la prévention	26
2.2 La consultation conseil	29
2.3 Sensibilisation et information	33
Jeunes suivis par le SPIP dans le cadre de Travaux d'Intérêt Général	33
Jeunes suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse	34
Jeunes animateurs sportifs et BAFA	36
Autres stages de sensibilisation	36
<b>3 PROGRAMME EUROPEEN EQUAL</b>	<b>37</b>
3.1 Programme Equal 2001-2005 (1 <sup>er</sup> appel)	38
Partenariat transnational	39
Rencontres, séminaires, ateliers et conférences	39
3.2 Programme Equal 2004-2008 (2 <sup>ème</sup> appel)	42
Partenariat transnational	43

# Introduction

En décembre 2005, une conférence de résultats de notre programme Equal 2001-2005 - Prévention des conduites à risques et nouvelles professionnalités - Addictions et accès à l'emploi - a été organisée à Paris, en partenariat avec la Caisse Régionale d'Assurances Maladie d'Île-de-France.

L'excellent impact de cette conférence auprès d'un certain nombre de décideurs et les résultats observés, nous conduisent à renforcer, au-delà de nos missions d'accueil, de soins et de prévention, les axes de travail développés tant, dans la perspective d'accès à l'emploi de publics toxicodépendants que dans celle de la construction de nouveaux profils professionnels et de nouveaux parcours diplômants dans le champ de la prévention des conduites addictives et à risques.

Cette conférence, dont les actes seront prochainement publiés, a également été l'occasion de fêter les 20 ans de Drogues et Société et de retrouver de nombreux alliés et partenaires historiques français et italiens, ainsi que les partenaires grecs, portugais et lituaniens du nouveau programme Equal, engagé depuis avril 2005.

Cette conférence a ainsi conclu l'année 2005 par un temps d'arrêt sur images, celles de 20 années passées, un temps où nous avons pu revisiter certaines intuitions et de vieilles convictions, quant au fait qu'au-delà de la drogue, l'enjeu était de savoir vivre ensemble et vérifier qu'aujourd'hui, et certainement demain encore, il nous faudra pouvoir "lire et conjuguer", comme le dit Marine Zecca, "l'histoire du présent au fur et à mesure qu'elle se développe...afin d'agir en temps réel...", "être au plus proche du terrain dans la quotidienneté des pratiques, tout en gardant une distanciation développée, choisie et conceptualisée".

Vous trouverez en annexe à ce rapport, les résultats du programme Equal présentés lors de cette conférence ainsi que 2 DVD concernant les activités développées.

# **1**

## **Accompagnement social, soins et insertion**

# 1.1 Public

## Caractéristiques socio-économiques

<i>Sexe</i>	
Masculin	222
Féminin	45
Total	267

Ces chiffres sont ceux habituellement observés par la plupart des centres de soins

<i>Âge</i>	
< de 18 ans	0
de 18 à 24 ans	28
de 25 à 29 ans	33
de 30 à 34 ans	44
de 35 à 39 ans	75
de 40 à 44 ans	51
de 45 à 49 ans	27
50 ans et +	9
Total	267

Nous constatons chaque année un fort rajeunissement très préoccupant de notre file active, qui n'est pas à rapprocher de ceux de la consultation-conseil de notre centre de prévention (qui sont évoqués plus avant) mais davantage à de nouveaux publics, en situation d'errance et poly-consommateurs.

<b>Origine géographique de la demande</b>	
Département : Alfortville	21
Département : Bonneuil	10
Département : Champigny	9
Département : Créteil	99
Département : Limeil-Brévannes	6
Département : Maisons-Alfort	42
Département : Saint Maur	6
Département : Autres communes	60
Région : 75	2
Région : 77	2
Région : 78	1
Région : 91	5
Région : 92	0
Région : 93	1
Région : 95	0
Hors Région :	3
<b>Total :</b>	<b>267</b>

Les communes avec lesquelles nous avons établi de forts partenariats sont davantage représentées ici.

<b>Nationalité</b>	
Française	208
Etrangère C.E.E.	11
Etrangère hors C.E.E.	42
Non précisé	6
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b>Couverture sociale</b>
---------------------------

Régime général (SS)	65
SS + mutuelle	33
SS à 100 %	48
Assurance perso	0
C.M.U. + Complémentaire	102
SS Tiers	9
Aucune	6
Ne se prononce pas	0
Non évoqué	4
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Principales ressources</i></b>	
Salaire	76
ASSEDIC	17
RMI	86
A.A.H.	42
A la charge d'un tiers	21
Autres	16
Sans information	9
Non précisé	0
<b>Total</b>	<b>267</b>

32 % des personnes suivies sont bénéficiaires du RMI, 16 % de l'AAH et 6 % des Assedic, mais près de 28 % ont un emploi. Ce dernier chiffre est en constante évolution (il n'était que de 10 % en 1996), ce qui traduit une meilleure insertion des publics toxico-dépendants, liée selon nos observations, à des traitements mieux stabilisés et, en conséquence, à une meilleure insertion sociale. Néanmoins, nous devons maintenir une forte activité d'aide à la formation afin de permettre aux plus exclus (bénéficiaires du RMI et de l'AAH en particulier ou sans ressources personnelles) d'accéder à un emploi et/ou de reconstruire un projet de vie.

Le dispositif "Les Etapes vers l'Emploi", mis en place dans le cadre du PDI et inscrit dans le programme européen Equal, a permis en 2005 de prendre en charge 13 personnes dont 4 sont actuellement en situation d'emploi

<b><i>Personnes avec enfants</i></b>	
OUI	84
NON	170
Non précisé	13
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Personnes avec enfants à charge</i></b>	
OUI	58
NON	193
Non précisé	16
<b>Total</b>	<b>267</b>

Le nombre de personnes avec enfants est en augmentation par rapport aux années précédentes (en 96, moins 15 % des personnes suivies avaient des enfants). Il est intéressant d'observer que, proportionnellement, le nombre d'enfants à charge (et non confiés à un tiers ou placés) est également en augmentation.

<b><i>Situation matrimoniale</i></b>	
Célibataire	154
Union libre	56
Marié(e)	28
Séparé(e)	19
Divorcé(e)	7
PACS	0
Veuf(veuve)	0
Non précisé	3
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Situation professionnelle</i></b>	
Emploi stable, CDI	52
CDD, Intérim	11
Stage, CES, CEC	13
Travail indépendant, libéral	5
Chômeur déjà travaillé	82
Chômeur jamais travaillé	18
Stage non rémunéré	9
Elève, étudiant	8
Autre inactif	48
Ne sait pas	8
Non précisé	13
<b>Total</b>	<b>267</b>

Comme il l'a déjà été évoqué, le nombre de personnes ayant eu une activité professionnelle a considérablement augmenté au cours de ces dix dernières années.

<b><i>Niveau d'études</i></b>	
Primaire	9
Secondaire 1er cycle (BEPC)	70
Technique (CAP)	70
Secondaire 2ème cycle	33
Technique (BEP)	25
Baccalauréat général	16
Baccalauréat technique	6
Etudes supérieures (Bac+3 ou +)	4
Non évoqué	12
Non précisé	22
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b>Logement</b>	
Stable indépendant	86
Stable famille	84
Stable autre	8
Précaire Famille	13
Précaire Foyer/Hôtel/CHRS	33
Précaire Apart. Thérapeutique-Relais	5
Précaire autre	11
Sans domicile	12
Sans information	7
Non évoqué	8
<b>Total</b>	<b>267</b>

Ces chiffres traduisent également une meilleure insertion d'une partie de la population suivie.

66 % ont un logement stable et indépendant (contre 17 % en 1996).

23 % sont en situation de logement précaire (contre 40 % en 1996), ce qui implique encore un travail considérable dans un contexte social peu favorable à l'accès au logement de personnes en difficulté.

<b>Entourage</b>	
Vit seul	86
Vit avec ses parents	54
Vit seul(e) avec enfant(s)	9
Vit avec un conjoint seulement	39
Vit avec conjoint et enfant(s)	37
Vit avec des amis	4
Autre	8
Ne sait pas	3
Non précisé	27
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Origine de la demande</i></b>	
Patient lui-même	87
Famille/Amis	61
CSST	21
Médecin généraliste, spécialiste	32
Hôpital	11
Service social	19
Obligations de soins	30
Autre mesure judiciaire	3
Milieu scolaire/Universitaire	0
Autres cas	0
Ne sait pas	0
Non précisé	3
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Type de demande</i></b>	
Sevrage	26
Substitution	136
Soutien psychologique	100
Soutien socio-éducatif	78
Soutien matériel	16
Hébergement individuel	27
Hébergement collectif	3
Hébergement ponctuel	3
Accompagnement administratif	14
Autre	10
<b>Total</b>	<b>413</b>

## Addictions

<i>Suivi spécialisé antérieur</i>	
OUI	75
NON	166
Non évoqué	9
Non précisé	17
<b>Total</b>	<b>267</b>

Une grande partie de notre public (62 %) n'a pas été antérieurement suivie par d'autres services spécialisés.

<i>Tranche d'âge début toxicomanie</i>	
moins de 18 ans	85
de 18 à 24 ans	54
de 25 à 29 ans	4
de 30 à 34 ans	4
de 35 à 39 ans	0
de 40 à 44 ans	0
de 45 à 49 ans	0
50 ans et plus	0
<b>Total</b>	<b>147</b>

Sur 147 personnes inscrites sur un programme de substitution (méthadone ou Subutex®), 85 ont utilisé des drogues avant 18 ans.

<b><i>Produit consommé actuellement</i></b>	
Pas de produit	80
Héroïne	42
Morphine, Opium	1
Dérivé de codéine	2
Subutex® hors prescription	1
Méthadone hors prescription	1
Cocaïne	27
Crack	3
Amphétamines	0
Ecstasy	1
Antidépresseurs	1
Barbituriques	0
Benzodiazépines	8
Cannabis	62
LSD et autres disléptiques	0
Alcool	18
Ne sait pas	0
Non évoqué	1
Non précisé	19
<b>Total</b>	<b>267</b>

Les consommations évoquées sont quotidiennes pour 34 % des personnes. Elles concernent surtout l'alcool et le cannabis.

La consommation de cocaïne est en permanente évolution. La consommation d'héroïne est, au contraire, en permanente régression.

<b><i>Injection intraveineuse actuelle</i></b>	
OUI	52
NON	176
Non évoqué	3
Non précisé	36
<b>Total</b>	<b>267</b>

Le nombre d'injecteurs, bien que très inférieur à celui que nous connaissons il y a 10 ans, reste important et concerne souvent l'usage détourné du Subutex®

<b><i>Abstinence actuelle</i></b>	
OUI	72
NON	148
Non évoqué	1
Non précisé	46
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Substitution</i></b>	
Méthadone	97
Subutex®	50
Sulfate de morphine	8
Dicodin®	3
<b>Total</b>	<b>158</b>

<b><i>Utilisation du traitement</i></b>	
Prescription respectée	114
Usage détourné	27
Non évoqué	2
Ne sait pas	15
<b>Total</b>	<b>158</b>

Nous pouvons cependant, malgré l'usage occasionnel ou répété d'autres substances, considérer que 72 % des personnes prises en charge dans le cadre d'un traitement de substitution, respectent le traitement.

## Médical

<i>Test VIH effectué</i>	
OUI	146
NON	50
Non évoqué	19
Non précisé	7
<b>Total</b>	<b>222</b>

<i>Résultat test VIH</i>	
Séropositif	40
Séronégatif	106
<b>Total</b>	<b>146</b>

Ces chiffres n'ont été recherchés que pour la population bénéficiant d'un traitement de substitution ou d'anciens injecteurs.

<i>Examen clinique si VIH</i>	
Mycose buccale	5
Autres problèmes de bouche	2
Pneumopathie	3
Surinfection bronches	2
Toxoplasmose	1
Encéphalopathie	3
Autres problèmes neurologiques	3
Problèmes oculaires	1
Diarrhée	3
Autres	4
<b>Total</b>	<b>27</b>

<b>Test hépatite C fait</b>	
OUI	143
NON	49
Non évoqué	22
Non précisé	8
<b>Total</b>	<b>222</b>

<b>Résultats Test Hépatite C</b>	
Séropositif	94
Séronégatif	45
Non précisé	4
<b>Total</b>	<b>143</b>

65 % des personnes ayant effectué un test VHC sont séropositives.

<b>Hépatite C</b>	
Traitées	24
Suivies et non traitées	36
Non suivies, non traitées	34
Non précisé	-
<b>Total</b>	<b>94</b>

Seuls les publics inscrits sur un traitement méthadone sont "systématiquement" orientés sur un dépistage. Les publics suivis par ailleurs sont incités à effectuer un dépistage, mais nous rencontrons d'importantes résistances. Par ailleurs, certaines personnes dépistées et positives refusent encore tout suivi ou traitement ou bien ne peuvent engager un traitement du fait d'une consommation abusive d'alcool. La mise en place, dans nos services, d'une consultation d'hépatologue a permis une meilleure prise en charge thérapeutique d'un certain nombre de situations.

<b><i>Problèmes médicaux divers</i></b>	
ORL	1
Pneumologie	8
Dermatologie	4
Gynécologie	1
Neurologie	5
Psychiatrique	26
Traumatologie	4
Cardiologie	4
Hépatologie	20
Gastroentérologie	1
Stomatologie	1
Thyroïde	1
Urologie	1
Autre	12
Non précisé	133
<b>Total</b>	<b>222</b>

Les pathologies hépatiques sont, après les pathologies psychiatriques, les plus fréquemment rencontrées.

<b><i>Hospitalisation psychiatrique antérieure</i></b>	
OUI	40
NON	156
Non évoqué	16
Non précisé	55
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Pathologie psychiatrique avérée</i></b>	
OUI	31
NON	156
Non évoqué	12
Non précisé	68
<b>Total</b>	<b>267</b>

Comme évoqué précédemment, le nombre de troubles et de pathologies psychiatriques est important. Il est en augmentation, en particulier lié à de nouvelles populations jeunes. Ces troubles et pathologies se révèlent également au détour d'un traitement de substitution.

<b><i>Tentative de suicide avant addiction</i></b>	
OUI	24
NON	164
Non évoqué	23
Non précisé	56
<b>Total</b>	<b>267</b>

<b><i>Tentative de suicide depuis addiction</i></b>	
OUI	16
NON	151
Non évoqué	23
Non précisé	77
<b>Total</b>	<b>267</b>

Ces chiffres nous semblent tout à fait importants. Ils méritent que nous tentions de mieux les analyser.

<i><b>Suivi psychiatrique en cours</b></i>	
OUI	25
NON	167
Non évoqué	15
Non précisé	60
<b>Total</b>	<b>267</b>

De meilleures articulations avec le secteur psychiatrique seraient véritablement nécessaires. Nous nous y employons depuis plusieurs années.

# 1.2

## Réponses apportées

### Unité accueil et soins

⇒ **L'équipe psycho-éducative** a réalisé :

- **3102** actes ou consultations
  - **202** actes extérieurs et **42** visites à l'hôpital
  - **78** accompagnements
  - **20** parents ou proches et **5** enfants ont été régulièrement suivis
- **173** rencontres avec différents partenaires

⇒ **L'équipe infirmière** a effectué :

- **4146** délivrances
- **744** autres actes

soit **4890** actes.

- **412 consultations médicales** ont été réalisées dans le cadre des traitements mis en place par l'unité méthadone.
- **144 permanences médicales** ont permis **1458** consultations pour **118** personnes, dont **76** pour un traitement de substitution (Subutex® pour **51**, méthadone pour **15**, Skénan®, Moscontin® pour **7**, Dicodin® pour **3**) et **42** pour consultations de médecine générale.
- **40** consultations ont été réalisées par l'hépatologue vacataire pour **33** patients
- **19** personnes ont été hospitalisées,
- **2** personnes ont été orientées en post-cure,
- **20** personnes ont consulté en milieu hospitalier.
- **12** personnes ont bénéficié de visites et accompagnement.
- **20** personnes ont été hébergées en hôtel pour un total de **952** nuits,
- **4** personnes ont été logées avec un soutien ALT pour **749** nuits

# Les étapes vers l'emploi

## Formation et aide à l'insertion de publics bénéficiaires du RMI

Cette action est engagée dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion du Conseil Général du Val de Marne et en partenariat avec l'association Faire.

Elle s'inscrit également dans le cadre du programme européen Equal.

**4390** heures de formation ont été dispensées à **13** bénéficiaires, 3 femmes et 10 hommes majoritairement très éloignés de l'emploi depuis de nombreuses années.

Ces 4390 heures ont été consacrées à **différentes activités** de

- **formation** dans une perspective d'insertion professionnelle :
  - ateliers pédagogiques (écriture, lecture...)
  - et pôle insertion (élaboration de projet professionnel),
- techniques psycho-corporelles (relaxation, sophrologie),
- communication (groupe Paroles),
- découverte : visites de musées.
  
- deux missions d'étude à Rome ont également été organisées et ont permis la rencontre de nos partenaires de Solcoroma et de Villa Maraini ainsi que la visite touristique de la ville.

- création : construction d'un **spectacle théâtral** ("Des ronds dans l'eau") en partenariat avec le théâtre de l'Imprévu. Le spectacle a été présenté en partenariat avec la MJC Club de Créteil, auprès d'un public d'environ 150 personnes. Il fera l'objet d'un DVD qui sera prochainement diffusé.
- le groupe de stagiaires a également participé à l'élaboration de la plaquette "Les risques liés à la détention" (voir page suivante) réalisée à la demande de la DDASS du Val-de-Marne.



A ce jour, les résultats observés avec ces 13 stagiaires sont les suivants :

- **1** est en formation,
- **4** sont en situation d'emploi,
- **3** ont pu s'engager sur un projet plus cohérent de soins ou d'insertion.

Ces résultats ont été accompagnés par l'ensemble de nos partenaires lors de nos réunions du comité de suivi : services instructeurs du RMI, centres de soins, PLIE, PDI, entreprises d'insertion, ARCIE.

Il est à noter que, au-delà des 13 stagiaires inscrits sur le stage, **8** personnes ont pu bénéficier de ce dispositif.

Elles ont ainsi pu être orientées vers une formation qualifiante ou un emploi.

**4** de ces 8 personnes sont aujourd'hui en formation ou activité professionnelle.

# Plaquette "Les risques liés à la détention"

Nous avons été sollicités par la DDASS du Val-de-Marne pour la réalisation d'une plaquette d'information sur les risques liés à la détention.

Cette plaquette a été élaborée par notre équipe, avec l'aide de nombreux partenaires dont l'Observatoire des Prisons, l'association Aides, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), le Quartier Intermédiaire Sortants, l'Antenne Toxicomanie, l'Unité de Consultations en Soins Ambulatoires, le Docteur de Beaurepaire, chef du service médico-psychologique régional de la Maison d'Arrêt de Fresnes et Christine Lesueur, illustratrice.

Elle est actuellement traduite en quatre langues (espagnol, russe, arabe et anglais) et remise à tout entrant en détention, lors de la première visite médicale obligatoire.

Un bilan de cette action sera engagé par les services de la Maison d'arrêt et pourrait conduire à la diffusion plus large de ce document dans d'autres maisons d'arrêt.



# **2**

## **Information Action Prévention**

**L**e centre de prévention IAP ouvert par Drogues et Société depuis 2000 à Maisons-Alfort est un espace pouvant accueillir un public de tout âge.

Nos interventions concernent essentiellement un public de milieu scolaire ou pris en charge par d'autres équipements : Centre d'Action Educative et d'Insertion (CAEI), Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), Clubs de prévention...

Nous accueillons des publics jeunes pour une demande d'information ainsi que des parents et des professionnels. Des outils sont mis à disposition : exposition, Cd Rom, accès à Internet, vidéothèque, documentation avec accompagnement et conseil.

Nous recevons également des professionnels désireux de mettre en place un projet de prévention.

Une consultation conseil a lieu tous les mercredis après midi. Nous y recevons parents et adolescents.

## **2.1**

# **L'information et la prévention**

Lorsqu'il s'agit d'aborder la question des drogues auprès de publics jeunes, ils se montrent souvent enthousiastes, parfois méfiants mais en tout état de cause en possession de connaissances et d'informations recueillies, dans les médias, entre amis, dans des magazines, ce qui participe favorablement à l'échange et la prise de parole par les publics. Il nous semble essentiel que ce savoir de terrain, de rue, de vie, ne reste pas inexploité.

Néanmoins il s'avère que les connaissances du grand public et plus particulièrement des jeunes concernant les drogues est souvent un amalgame de connaissances, mélange de "il paraît que" "j'ai vu une émission qui disait que"... Afin de ne pas dévaloriser voir renier la parole exprimée, lors de nos interventions nous partons souvent de la représentation du public sous forme de discussion libre ou orientée, ce qui nous permet de confronter les diverses opinions et connaissances du public et ne nous pose pas dans un rôle connoté de faiseurs de morale et détenteurs de la vérité.

Les questions qui émergent ensuite nous permettent d'apporter les éclaircissements nécessaires en termes d'informations sanitaires, sociologiques, psychologiques, politiques... sur la question des drogues.

Cette stratégie nous permet d'aborder dans toute sa dimension la complexité du phénomène des drogues.

L'information et l'approche entreprise, quel que soit le public destinataire se doit d'être juste et actualisée.

Dans ce dessein, nous nous appuyons sur des documents d'organismes comme le CRIPS, MILDT, OFDT, INSERM et participons régulièrement aux séminaires et colloques (assises d'addictologie, journées de la prévention).

L'émergence de la parole est favorisée par l'utilisation d'outils ludiques et interactifs : CD Rom, jeux, vidéos, affiches.

### **À titre d'exemple :**

Une intervention en milieu scolaire est préparée en amont tant que possible, lors de réunions réunissant nos services et divers membres de l'établissement scolaire (chef d'établissement, CPE, infirmière, enseignant...). Il nous semble en effet essentiel d'adapter les interventions en fonction des spécificités (géographiques, zones dites sensibles, filières, problèmes spécifiques repérés...) et du "diagnostic" établi par chaque établissement scolaire.

### **Déroulement d'une action**

- ⇒ Dans un **premier temps**, nous nous rendons dans l'établissement scolaire à plusieurs reprises en l'espace d'un mois en installant un stand "discret" avec pour seul "décor" quelques affiches sans rapport apparent avec les drogues.

Ce premier contact avec les élèves ne manque jamais de surprendre et prépare les interventions à venir. Les élèves qui viennent sur le stand sont en généralement demandeurs puisqu'il n'y a pas d'obligation (nous emmenons bien sûr de la documentation sur les drogues et la distribuons de la main à la main).

- ⇒ Dans un **deuxième temps**, nous mettons à disposition de l'établissement notre exposition "Drogues Contemporaines" sur une durée d'une semaine. Les professeurs pourront accompagner leurs élèves (avec une animation de notre part quand cela sera souhaité). Les élèves et tous les membres de l'établissement scolaire (quand l'exposition sera dans un lieu de passage, CDI...) pourront la voir librement.

L'exposition qui comporte 22 panneaux est à la fois un support d'information sur les produits (origine des drogues, effets, histoire, législation) et apporte certains éléments de réflexion autour des questions géopolitiques, du commerce, des motivations à consommer ou pas.

- ⇒ Dans un **troisième temps**, nous interviendrons dans les classes par demi-groupes avec un support vidéo ou des jeux en fonction de la classe d'âge afin de répondre aux questions et de susciter une discussion autour des représentations et des connaissances des élèves.

La multiplication des passages ainsi que la diversité des actions et leur inscription dans la durée permet de travailler plusieurs axes :

- ◇ L'apport d'information validée
- ◇ La rectification de connaissances erronées
- ◇ La question des représentations des jeunes et des adultes sur la question des drogues
- ◇ La possibilité d'identifier des personnes ressources.
- ◇ L'opportunité d'échanger entre eux sur ses questions.
- ◇ Le renforcement de notre partenariat avec les établissements scolaires.
- ◇ L'abord de la question des drogues dans la scolarité des jeunes de manière naturelle.

La participation des professeurs reste un des axes de travail à développer ; notre implication dans le projet de formation piloté par la MILDT et le Ministère de l'Education Nationale abonde en ce sens.

**Établissements** avec lesquels nous avons travaillé en **2005** :

**Créteil** : Collège Issaurat  
Collège Louis Schweitzer  
Lycée Edouard Branly  
Lycée Gutenberg  
Lycée Saint Exupéry

**Alfortville** : Collège Henri Barbusse  
Collège Paul Langevin

**Limeil-Brévannes** : Lycée Guillaume Budé

**Maisons-Alfort** : Collège Condorcet  
Collège Herriot  
Collège Nicolas de Staël

En 2005, nos actions d'information et de prévention ont concerné :

**976** élèves de **11** collèges et lycées du territoire des cinq communes sur lesquels nous intervenons.

**310** jeunes et adultes lors de forums et manifestations diverses

**88** jeunes accompagnés dans nos locaux par des éducateurs, animateurs, infirmières ...

D'autre part nous avons accueilli une dizaine de futurs professionnels de santé en stage dans le cadre de leur formation. Ainsi qu'une dizaine de professionnels du secteur sanitaire et social désirant s'informer et se procurer de la documentation...

Nous avons reçu 10 demandes d'intervention dans des collèges et lycées hors de notre territoire d'intervention que nous avons réorientée

## 2.2

# La consultation conseil

La consultation conseil se tient le mercredi après-midi et depuis juin 2005 est assurée par Laure PARES, psychologue clinicienne.

Elle est destinée en priorité aux jeunes consommateurs de produits psycho-actifs. (Cannabis en particulier mais non exclusivement). La consultation constitue une opportunité nouvelle et complémentaire pour les jeunes ne relevant pas des CSST tels qu'ils existent mais nécessaire car le recours aux produits psycho-actifs nous paraît affaiblir leurs capacités à demander de l'aide à des professionnels. Nous leur offrons donc un espace d'écoute différent dans la souplesse de fonctionnement (durée, rythme, absence de contraintes administratives) qui correspond bien aux adolescents. Nous sommes amenés par ailleurs à détecter des troubles graves masqués voire « habillés » par ces consommations.

Le **rôle de l'espace Consultation Conseil** est d'évaluer la souffrance du sujet liée à sa consommation, de lui proposer un soutien adapté et par ce biais de le sensibiliser aux problématiques qui sous-tendent ces différentes conduites.

En pratique, le travail mis en place peut être ponctuel sous formes d'entretiens espacés ou sous forme de rencontres plus régulières d'accompagnement et de soutien. Ces entretiens peuvent aussi être le lieu d'un relais vers d'autres professionnels.

L'accès est sur rendez-vous, de préférence le mercredi après-midi et les entretiens confidentiels. De ce point de vue, le jeune doit savoir que même si nous travaillons en partenariat avec une autre institution qu'il fréquente, le contenu de nos entretiens ne sera pas divulgué, signifiant que nos deux services sont bien distincts.

De ce cadre, on peut voir quelques missions se profiler :

- Évaluative (usage, usage problématique...), contexte (seul groupe), modalités de consommation, intensité, fréquence, durée, coût..., fonction explicite de la consommation etc.

- Informatrice (sur le produit, les types d'usage, la loi etc.)

Mais cette rencontre peut également être moteur de changement, amorcer l'idée qu'une parole est possible et peut avoir une fonction. Penser ensemble les avantages et bénéfices liés à la poursuite de l'usage et ceux qui sont liés à la modification de cet usage etc.

### ***Comment arrivent ces jeunes à l'IAP ?***

Comme nous l'avons précisé plus haut : CAEI, PJJ, SPIP, Clubs de prévention sont des partenaires susceptibles d'orienter des jeunes.

D'autre part, l'action engagée dans les établissements scolaires par le service offre une possibilité de consultation pour les jeunes qui le souhaitent.

Enfin, pour une part d'entre eux un appel à Drogues Alcool Tabac Info Service les dirige souvent vers le CSST de Créteil qui les réoriente ensuite vers le centre de prévention.

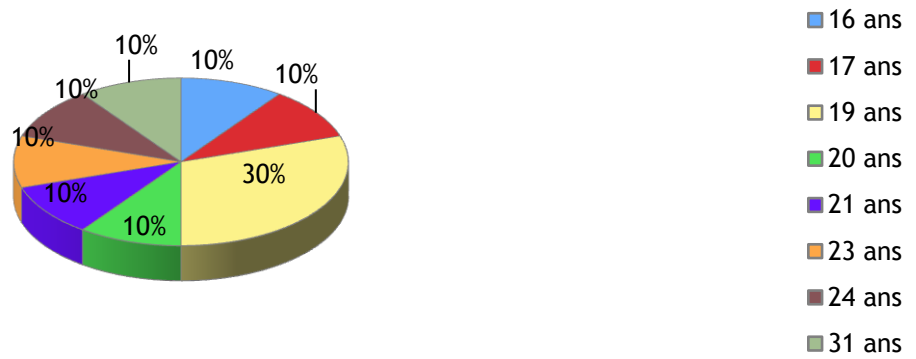
De janvier à décembre 2005 et plus particulièrement durant la période de réorganisation de notre dispositif de prévention, 26 adolescents et jeunes adultes ainsi que 11 parents ont été reçus par différents membres de l'équipe d'accueil du CSST.

Les chiffres ci-dessous sont le résultat de l'activité de juin 2005 à décembre 2005 (avec une interruption en juillet). La mise en route de la consultation (connaissance par les structures et par les jeunes de la possibilité de rencontrer une psychologue etc.) s'est faite sur le long terme. À ce jour (mars 2006) la file active a doublé.

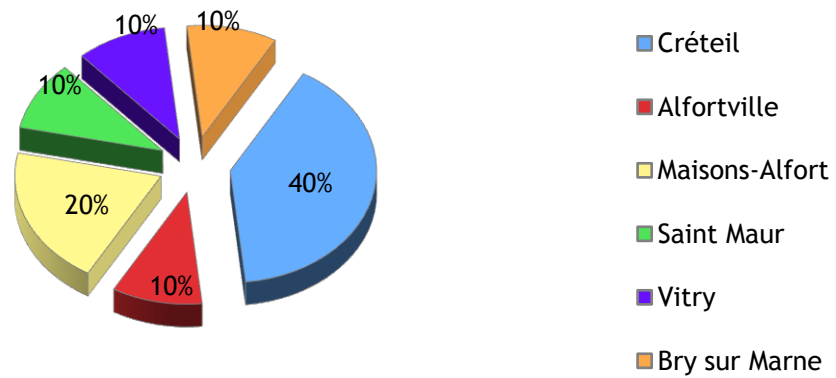
Il est à noter qu'une partie des entretiens téléphoniques avec prise de rendez-vous ne sont pas suivis d'entretiens au centre de prévention (approximativement un quart)

De juin 2005 à décembre 2005, ont été reçus 10 jeunes : 8 de façon ponctuelle, plus régulièrement pour deux d'entre eux.

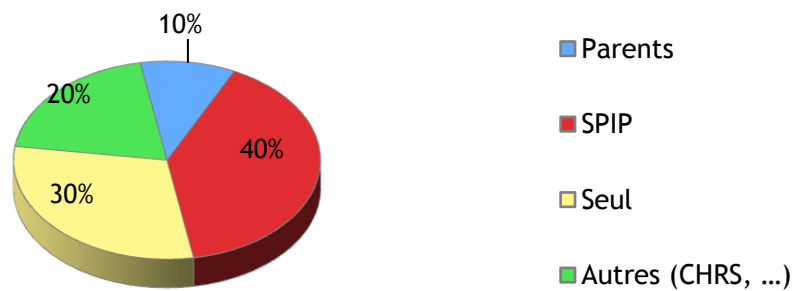
## Age



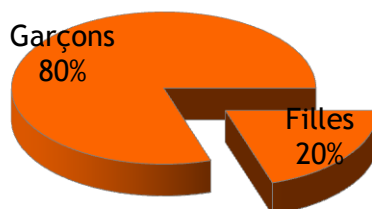
## Ville



## Orientation



## Sexe



✓ Nous avons reçu en entretien 3 parents (2 mères et un père) et avons régulièrement en ligne des parents (mères principalement) inquiets de la consommation de leur jeune.

✓ Enfin, une part de l'activité de la consultation est dédiée aux relations avec les partenaires référent d'un jeune : directeur de CHRS, éducateur ou travailleur social SPIP, médecin, psychiatre, etc.

La difficulté majeure concerne la demande, ou plus exactement, selon les premiers constats, la non-demande de ces jeunes (en particulier ceux ayant partie liée avec la justice, en obligation de soins par exemple.) En effet, une telle démarche ne s'impose pas. Néanmoins notre propos est que la rencontre avec notre équipe permette aux jeunes, à minima, de nous repérer comme un lieu d'écoute où leur consommation, mais non exclusivement, peut se parler, se réfléchir et qu'il ne tient qu'à eux de tirer profit de nos entretiens. Là encore, les bénéfiques, primaires et secondaires, sont liés au profil de la personne et notamment de son parcours antérieur.

## **2.3**

# **Sensibilisation et information**

## **Jeunes suivis par le SPIP dans le cadre de Travaux d'Intérêt Général**

En 2005, sept jeunes adultes âgés de 19 à 25 ans en situation de TIG (travail d'intérêt général) se sont inscrits sur l'atelier de sensibilisation - information à la prévention des conduites addictives et des conduites à risques. Ce stage s'est déroulé sur une semaine dans les locaux de notre association à Maisons-Alfort, sauf deux demi-journées au SPIP (Service pénitentiaire d'insertion et de probation) de Créteil. Pour la première fois il a eu lieu à Noël pendant les vacances scolaires.

Nous avons proposé des interventions participatives en faisant appel à des exemples de situations réelles ou à de jeux de rôles et à l'analyse de clips vidéo.

Pendant le déroulement de cet atelier nous avons pu apporter des informations sur les produits et détromper un certain nombre des "fausses croyances", en particulier celles qui sont liées aux questions de dangerosité de certains produits comme le cannabis.

Nous avons ainsi discuté de la consommation de cannabis par les jeunes aujourd'hui. Ces échanges ont permis, à certains, de parler de leur consommation (quotidienne, occasionnelle ou récréative, collective ou individuelle), de la bonne ou mauvaise gestion de cette consommation et des difficultés avec l'entourage (ce qui peut occasionner un certain malaise et accroître la quantité ou la fréquence de consommation de ce produit) et naturellement des problèmes liés à l'abus et au trafic... Quelques stagiaires ont exprimé le souhait de maintenir une consommation, mais "bien gérée" leur permettant d'accomplir leurs projets scolaires, de travail, ou familiaux.

Deux intervenants de l'Association Aides ont apporté des informations sur le Sida, modes de contamination et moyens de prévention. Ils ont aussi parlé des hépatites, en particulier B et C et des autres maladies sexuellement transmissibles. Les stagiaires se sont montrés moyennement intéressés par ces sujets et ont posé peu de questions aux intervenants. Quelques stagiaires ont réagi vivement à un commentaire sur la sexualité en parlant des comportements ou pratiques "bizarres", notamment celles des homosexuels et de certaines filles "nymphomanes" ou zoophiles (!).

Nous avons aussi pu discuter la notion de vulnérabilité des individus, particulièrement chez les adolescents et chez les plus jeunes. Les stagiaires ont été surpris d'apprendre que la prévention pouvait commencer en évitant certains comportements, par exemple "ne pas rouler son joint devant les petits frères"...

Les stagiaires très demandeurs des "statistiques" ("les chiffres nous donnent une idée", nombre de consommateurs, quel âge, par exemple) et très méfiants en même temps lorsque ces chiffres ne rentrent pas dans leurs cadres préconçus.

Concernant le cannabis, ils étaient plutôt d'accord pour dire qu'une consommation abusive pouvait provoquer des problèmes pour "certains".

Nous avons envisagé, en accord avec les travailleurs sociaux du SPIP de proposer lors de cet atelier (et suite à une remarque faite par le groupe précédent) la création, par les stagiaires, d'un message de prévention, d'imaginer une plaquette destinée à des jeunes en situation de Tigs ..., ou de créer un slogan adressé à des jeunes qui font une consommation abusive de cannabis, ou d'alcool ou de tabac ou de plusieurs produits ..., ou de dessiner une affiche destinée à des personnes vulnérables. Cette proposition n'a pas eu d'écho, les stagiaires ont préféré "laisser cela aux professionnels".

En accord avec les travailleurs sociaux du SPIP et en suivant les recommandations de l'évaluation faite par Hélène Bezille, nous avons prévu un entretien individuel, réalisé par nous, des candidats. Le jour prévu pour ces entretiens nous avons seulement reçu quatre personnes parmi les dix attendues. Cet entretien nous a permis de mieux expliquer le déroulement du stage, les objectifs, l'engagement et le respect de conditions de fonctionnement de la part des stagiaires.

Lors du bilan final, les stagiaires ont, en général, exprimé leur satisfaction sur les contenus de l'atelier. Ils ont aussi apprécié les nombreuses occasions de débat et de discussion.

En général, les stagiaires ont respecté les horaires et ils n'ont pas utilisé leurs téléphones portables pendant les heures de travail.

Dans l'ensemble nous sommes satisfaits du développement de cet atelier, les stagiaires se sont montrés motivés, mais d'un enthousiasme et d'un dynamisme plutôt modérés.

Nous pensons que le stage devrait se réaliser en grande partie dans les locaux du SPIP, il nous semble que "le cadre" reste un élément important pour ce type de dispositif.

## **Jeunes suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse**

Nous avons renouvelé notre action auprès de jeunes suivis par le Centre d'Action Éducative et d'Insertion (CAEI) de Créteil. Dans un premier temps, nous avons discuté avec les professionnels chargés du suivi des jeunes et nous avons travaillé ensemble sur les réponses les mieux adaptées à leur public et des actions d'information et de sensibilisation proposées par nos services.

Ensuite, nous sommes intervenus auprès des jeunes (sept garçons et une fille, âgés de 17 ans) en plusieurs séances. Nous avons donné des informations sur les conduites addictives et les conduites à risques. D'abord en utilisant des vidéos cassettes et des brochures en faisant des interventions participatives permettant d'améliorer la

dynamique des apports théoriques d'information. Nous avons ainsi pu discuter des risques pour la santé liés au fait d'un abus de consommation et des risques liés aux petits trafics.

Nous avons cette année, renouvelé aussi notre proposition aux jeunes de travailler sur un projet en mettant en musique un message de prévention. Nous avons engagé le projet en utilisant comme support les chansons créées les années précédentes par les jeunes suivis par le CAEI.

Les contenus des chansons nous ont permis de mieux aborder non seulement les notions d'exclusion, discrimination, sexisme, violence, risques, mais aussi de tolérance et d'acceptation d'autrui.

Dans un deuxième temps, en collaboration avec un musicien professionnel, les jeunes ont créé eux-mêmes un texte. La chanson s'appelle "Sans bédaver, mon frère !". Elle raconte l'histoire d'un jeune de dix-huit ans qui a commencé à boire et à fumer pour échapper aux difficultés de la vie... puis il se rend compte qu'il peut, même si c'est difficile, affronter ces difficultés en n'ayant pas fumé du cannabis (sans "bédo" donc "sans bédaver"). Cette année, les jeunes étaient particulièrement sensibilisés à la musique rap et ont tenu, en plus de la chanson collective, à interpréter et à enregistrer leurs propres créations ou celles appartenant à des groupes bien connus.

Nous avons donné à chaque stagiaire un exemplaire du CD enregistré.

À l'occasion du bilan, les avis ont été très partagés, certains jeunes ont manifesté leur satisfaction de la démarche de travail adoptée, et de l'outil réalisé par eux-mêmes, d'autres ont exprimé leur mécontentement se sentant dépossédés d'un moyen d'expression leur appartenant.

Même si cette démarche nous a semblé très valorisante, dans cette action de prévention engagée par les jeunes, nous avons, en réponse au malaise de certains jeunes, décidé de changer la méthode de travail de l'année 2006 en privilégiant d'autres supports.



## **Jeunes animateurs sportifs et BAFA**

Depuis deux ans en partenariat avec le Service municipal de la jeunesse de Créteil nous participons à une journée de sensibilisation à la prévention des conduites addictives et des conduites à risques dans le cadre de la formation proposée par ce service aux jeunes animateurs sportifs. Nous avons ainsi rencontré une dizaine d'animateurs (9 garçons et une fille).

Cette année nous avons été aussi sollicités par des organismes de formation (Afp, Francas) qui proposent le Bafa, pour apporter des éléments d'information et de sensibilisation à la prévention à des jeunes inscrits sur ce diplôme. Nous avons sensibilisé une vingtaine de jeunes "bafasiens" (15 filles et 5 garçons).

## **Autres stages de sensibilisation**

Dans le cadre de nos partenariats avec les entreprises d'insertion nous avons été sollicités pour des journées d'information et de sensibilisation des personnels de ces organismes. Nous avons pu ainsi travailler avec 7 personnes (dont deux cadres) autour d'une réflexion sur les addictions, les conduites à risques et les représentations des publics toxicodépendants.

# **3**

## **Programme européen Equal**

## 3.1

# Programme Equal 2001–2005 (1<sup>er</sup> appel)

## *Lutter contre les discriminations et les inégalités face à l'emploi*

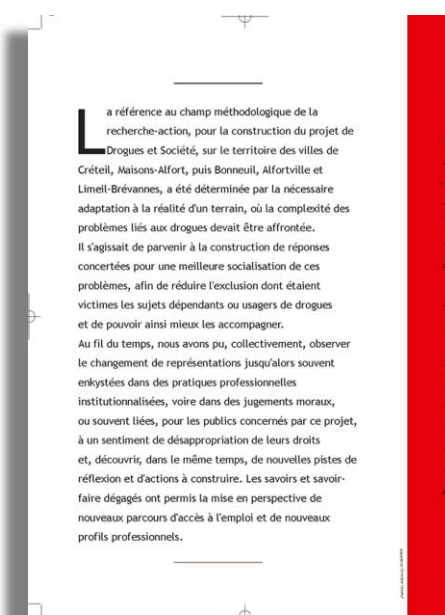
Conduit en partenariat avec la **Mission Ville de Créteil, l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort et l'INFA.**

Nous avons finalisé le projet du premier appel Equal 2001-2005, "Formation d'animateurs à la prévention des conduites addictives et à risques et l'accès à l'emploi de publics toxicodépendants".

Ainsi, en 2005 nous avons mis en place plusieurs rencontres avec nos partenaires européens et nous avons participé à leurs conférences de résultats. En même temps, dans le cadre de la diffusion des résultats de l'action 2 et à partir des bilans réalisés nous avons défini des nouvelles perspectives dans une logique de recherche-action, en élargissant à la fois le champ d'application de notre programme à d'autres territoires d'Île-de-France et le réseau de partenaires susceptibles de vérifier avec nous les résultats obtenus et de participer à leur diffusion.

Un groupe de pilotage a été constitué. Les membres de ce groupe ont été impliqués dans la conduction d'actions de sensibilisation auprès d'animateurs, et de leur accompagnement dans la création de projets locaux sur cinq territoires.

Une conférence de résultats a été organisée le 9 décembre à la salle de la Cramif à Paris. Ces résultats ont aussi fait l'objet de deux publications, un livre "Prévention des conduites à risques et nouvelles professionnalités" et "Addictions et accès à l'emploi" et un triptyque retraçant non seulement les moments les plus importants de ce projet depuis 2001, mais aussi les avancées et la réflexion autour des néoprofessionnalités et des parcours vers l'emploi. Ont participé à cette conférence nombre de nos partenaires locaux, décideurs, élus et publics cible. Nos partenaires européens ont partagé avec nous cette journée. Les actes de la conférence seront publiés courant 2006.



# Partenariat transnational

## Rencontres, séminaires, ateliers et conférences

### Rencontre transnationale Mars 2005 - Rome

Une dernière rencontre entre les trois porteurs de projets, Okana, Solcoroma et Drogues et Société s'est tenue a Rome afin de faire le bilan du partenariat et définir les perspectives.

A cette occasion, Idriss Kathrada, de l'Assistance technique Equal Idf, qui a participé à cette rencontre, a précisé les principaux enjeux de la transnationalité et expliqué l'importance d'une construction commune .

### Séminaire "Salute e territorio", Solocoroma 4 mars 2005 – Ostia, Italie

Nous avons été invités par Solcoroma au Séminaire "Santé et Territoire" organisé avec leurs partenaires locaux et régionaux pour présenter les principaux résultats du programme Equal.

Il progetto Equal SIS 328 è stato realizzato in partenariato con:

Consorzio Sol.co. Roma (referente), Asl VT, Asl RM D, Provincia di Viterbo, Comune di Viterbo, Comune di Fiumicino, Municipio Roma XIII, Municipio Roma XVI, Consorzio Ipotesi, Mo.Vi. Lazio, Coop. Soc. Medi.Ter., Coop. Soc. O.S.A.

## EQUAL SIS 328

Studio e sperimentazione di modelli integrati di servizi socio-sanitari territoriali (0101-AZ-002)

Per informazioni:  
CONSORZIO SOL.CO.  
Piazza Vittorio Emanuele  
Tel. 06608021, fax 06608022  
e-mail: equal@solco.it

Segreteria organizzativa  
PYRAMIDE  
tel. 063310656, e-mail: info@pyramide.it

A tutti i partecipanti  
il Quaderno dei risultati del settore socio-sanitario

10 & 11 Marzo 2005  
Atrium "T. Kavota" ETHA  
Aristidele 20, Roma

ΠΑΝΕΥΡΩΠΑΙΚΟ ΣΥΝΕΔΡΙΟ

ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΕΠΙΠΕΔΑΞΗΣ  
ΑΠΕΞΑΡΤΗΜΕΝΩΝ ΑΤΟΜΩΝ  
ΣΤΗΝ ΑΓΟΡΑ ΕΡΓΑΣΙΑΣ

10 & 11 Μαρτίου 2005  
Αtrium "T. Kavota" ETHA  
Αριστοτέλη 20, Ρώμη

ΠΡΟΟΠΤΙΚΗ  
ΑΝΤΙ-ΑΝΙΣΩΜΑΤΟΓΕΝΕΣ, ΑΝΕΞΑΡΤΗΤΟΤΗΤΑ

equal

ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΑΙ ΕΛΛΗΝΙΚΟ ΚΡΑΤΟΣ

Εργαστήριο Κοινωνικό Ταξίτη - Υπουργείο Ανθρώπινης & Κοινωνικής Σπουδών

## Conférence de résultats du projet Grec

**30 et 31 mars- Athènes**

Conférence de résultats du projet "Proptiki" organisée par **Okana** et ses partenaires nationaux : "Politiques de réinsertion des ex-toxicomanes sur le marché de l'emploi".

## Conférence de résultats du projet Italien

**24 juin - Rome**

Conférence de résultats du projet italien organisée par **Solcoroma** et ses partenaires nationaux : "Etude et expérimentation du modèle d'intégration socio-sanitaire territorial". Deux grands sujets ont été traités : "Santé et territoire" et "Entreprise sociale et développement local".

À cette occasion, la mission française (composée d'une élue de la Communauté d'agglomération de la Plaine centrale du Val-de-Marne, d'un médecin de santé publique, de l'évaluatrice du volet transnational de notre projet, de la présidente et de membres de Drogues et Société) a pu rencontrer nos partenaires de Solcoroma, visiter Villa Maraini et discuter avec plusieurs responsables de cette institution.

**EQUAL SIS 328**

REGIONE LAZIO  
Assessorato Lavoro,  
Pari Opportunità  
e Politiche Giovanili

EQUAL  
SIS 328

Ministero del Lavoro  
e delle Politiche Sociali

UNIONE EUROPEA  
EUROPEAN UNION  
REGIONE LAZIO

OISIS  
Osservatorio e Istituto  
di Studi e Ricerche  
Sociologiche

con il Patrocinio  
della Presidenza  
della Regione Lazio

**STUDIO E SPERIMENTAZIONE DI MODELLI INTEGRATI SOCIO SANITARI TERRITORIALI**

**invito**

venerdì 24 giugno 2005

**Lavori conclusivi del  
progetto Equal SIS 328**

Ore 9,00 Registrazione partecipanti  
Sala **Aniene**  
REGIONE LAZIO  
Via Cristoforo Colombo, 212

**programma**

ore 9,30 - TAVOLA ROTONDA  
SALUTE E TERRITORIO  
Presiede l'On. Augusto Battaglia  
Assessore alla Sanità della Regione Lazio

ore 12,00 - 13,30 - TAVOLA ROTONDA  
IMPRESA SOCIALE E SVILUPPO LOCALE:  
tra formazione e politiche del lavoro  
Presiede l'On. Alessandra Tibaldi  
Assessore al Lavoro, Pari Opportunità e Politiche  
Giovanili della Regione Lazio

In collaborazione con OISIS, cordata di Equal Azione  
3 tra le PS Wisba (Puglia), Net Sociality (Basilicata),  
Sis328 (Lazio)

parteciperanno i partner transnazionali del progetto:  
Drogues et Société (Francia) e Okana (Grecia)

PER INFORMAZIONI: SOL.CO. TEL. 06490821, E-MAIL: equal@solcoroma.net - SITO INTERNET: www.sis328.it

## Conférence de résultats du projet français 9 décembre – Paris

La conférence de résultats du projet porté par Drogues et Société et ses partenaires locaux : "Prévention des conduites à risques et nouvelles professionnalités" et "Addictions et accès à l'emploi" s'est tenue à Paris en partenariat avec la Caisse régionale d'Assurance maladie d'Île-de-France (CRAMIF). Un triptyque et un livre retraçant les principaux résultats du projet ont été publiés.



## 3.2

### **Programme Equal 2004-2008 (2<sup>ème</sup> appel)**

#### **Combattre les discriminations et réduire les inégalités pour une meilleure cohésion sociale**

Dans le cadre du deuxième appel du programme Equal (2004-2008), notre projet "**Addictions, compétences et nouveaux parcours de professionnalisation**" a été retenu.

Le **partenariat de développement** (PDD) est composé de la **Mission ville de Créteil** et de **l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort**.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de politiques locales de soins, de prévention des toxicomanies et d'insertion de publics en difficulté, développées sur notre territoire (Créteil, Alfortville, Limeil-Brévannes, Bonneuil-sur-Marne et Maisons-Alfort).

Il s'agit de mettre en cohérence les compétences des différents acteurs concernés pour répondre aux besoins des différents publics :

1. les traitements de substitution ont permis une meilleure insertion sociale des publics toxicomanes mais ils sont encore l'objet de représentations négatives et l'accès à l'emploi leur est difficile,
2. les usages de substances psychotropes sont en augmentation. Les jeunes consommateurs s'inscrivent en situation de rupture sociale et n'ont que très peu recours aux dispositifs d'insertion,
3. de nouveaux profils professionnels d'accompagnement des publics précités se dessinent pour des publics en emploi précaire (médiateurs - adulte-relais) ou sans emploi (bénévoles associatifs) qui ont, par leur parcours, acquis des savoirs-faire et des compétences à renforcer.

Pour la mise en place de ce projet, il s'agit de :

- Consolider les réseaux locaux déjà existants entre centres de soins, services sociaux et acteurs de la formation professionnelle et de l'insertion par l'économie (Mission Locale, PLIE, entreprises intermédiaires)
- Définir les modalités de partenariat pour l'accompagnement des publics en situation de formation et d'insertion dans l'emploi

- Formaliser certaines pratiques prometteuses déjà expérimentées dans le cadre du premier Equal : stages en entreprises, temps partiels... en rechercher d'autres : stages européens, chantiers... par la mise en place d'un dispositif à entrées multiples :
  - ◇ Pôle Formation - Insertion (pour accompagnement de publics toxicomanes) sur périodes de 3 à 9 mois - aide à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet d'insertion).
  - ◇ Pôle bilan et orientation (tous publics)  
Sessions collectives et individuelles
  - ◇ Pôle Formation, Validation d'acquis, Orientation (tous publics)  
Stages courts avec un parcours de validation d'acquis et un suivi personnalisé.

## Partenariat transnational

***L'accord de coopération transnational*** (ACT) a été signé avec de partenaires européens porteurs de quatre projets : **Okana** (Grèce), projet "ENTAXI" ; **Forcoop** (Italie), projet "San Giuseppe" ; **Atelier Arte e Expressaõ** (Portugal), projet "Pilar" ; **Cooperative College** (Lituanie) projet "Overcome your addiction".

Une première rencontre s'est tenue à Rome en mars 2005 entre les organismes tête de liste afin de définir les axes de travail et d'établir un projet d'accord de coopération transnational. Ci-après le compte-rendu des premiers accords de cette réunion.

# Rencontre transnationale – Rome

Forcoop, Projet " San Giuseppe", *Italie*

Atelier Arte e Expressaõ, Projet "PILAR", *Portugal*

Cooperative College, Projet "Overcome your addiction", *Lituanie*

OKANA Projet "Entaxi", *Grèce*

Drogues et Société, Projet "Addictions, compétences et nouveaux parcours de professionnalisation", *France*

## Compte-rendu, 7 mars 2005

Différents besoins ont été identifiés et différentes perspectives se sont définies. Au-delà des activités de recherche et de séminaire inscrites dans le projet d'ACT (compte-rendu rencontre du 5 mars), certains échanges ont d'ores et déjà pu être envisagés.

- 1** Entre la Lituanie et l'Italie, autour des activités d'une coopérative sociale du réseau Forcoop pour la gestion d'un bar ou d'un restaurant. Une date reste à envisager.
- 2** Pour la Lituanie, un stage en France sur la VAE et le bilan de compétences (Drogues et Société pourrait organiser ce stage en décembre 2005 en partenariat avec la Cité des Métiers).
- 3** La Grèce a proposé d'associer des formateurs partenaires des membres de l'ACT à l'expérimentation d'une formation de formateurs. Cette expérimentation précéderait le séminaire programmé à Athènes sur cette thématique (voir ACT).
- 4** La France souhaiterait mieux connaître l'activité de l'équipe portugaise, en particulier autour de leurs résultats Equal I, concernant l'accompagnement de jeunes consommateurs abusifs de psychotropes. Des rencontres pourraient être organisées en septembre ou octobre 2005 à Caldas da Rainha (Portugal).
- 5** La France souhaiterait organiser de premiers stages individualisés pour de jeunes professionnels en Italie, dès octobre 2005.
- 6** La France sollicite l'ensemble des partenaires de l'ACT pour leur participation à la conférence de résultats Equal I – Action 3 qui aura lieu à Paris, le 9 décembre 2005. Cette conférence sera suivie du premier séminaire transnational Equal II.
- 7** En ce qui concerne les productions transnationales prévues par l'ACT le projet de film serait porté par la France et celui de site Internet par la Grèce.
- 8** L'évaluation transnationale pourrait être co-financée par l'ensemble des partenaires, sur des montants à préciser selon les possibilités de chacun d'entre nous.  
Le choix de l'évaluateur ou du groupe d'évaluation dépendra d'objectifs encore à préciser. Ce choix est donc reporté à septembre 2005.
- 9** Après présentation des activités de Villa Maraini, Roberto Presciutti a été invité par Chryssa Banou, d'Okana, à participer à la conférence de résultats Equal I à Athènes, le 30 mars 2005.
- 10** L'expérience de Villa Maraini pourrait être l'objet d'une confrontation de nos propres expériences de soins et insertion de publics toxico-dépendants. Solcoroma nous proposera, en collaboration avec Villa Maraini, la constitution d'un ou deux groupes de travail sur des dates, durées et pour un nombre de personnes encore à préciser.
- 11** Enfin, en juin, la conférence de résultats de Solcoroma (à laquelle seront associés Okana et Drogues et Société) pourrait être suivie d'une rencontre à Pescara et d'une visite des partenaires du projet San Giuseppe.

## **Rencontre bilatérale transnationale (Lituanie, France) Mai 2005 - Créteil**

Une première rencontre entre deux porteurs de projets, la Lituanie et la France, s'est tenue à Créteil à l'occasion de la visite des partenaires de Vilnius.

Les membres de la mission lituanienne ont pu rencontrer certains de nos partenaires locaux, visiter nos services et rencontrer l'assistance technique Equal. Ils ont aussi été reçus par Trait d'union 94 et les élus de Marolles-en-Brie et Mandres-les-Roses.

## **Rencontre bilatérale transnationale (France, Lituanie) Octobre 2005 - Vilnius**

Une deuxième rencontre entre deux porteurs de projets, la France et la Lituanie, s'est tenue à Vilnius à l'occasion de la visite que nous avons effectuée à différentes institutions lituaniennes partenaires du projet « Overcome your addiction ».

## **Rencontre bilatérale transnationale (France, Italie) Novembre 2005 - Pescara**

Une troisième rencontre entre deux porteurs de projets, la France et l'Italie, s'est tenue à Pescara à l'occasion de la visite que nous avons effectuée à notre partenaire Forcoop.

## **Rencontre bilatérale transnationale (France, Portugal) Novembre 2005 – Caldas da Rainha**

Une quatrième visite a été réalisée par l'Office Municipal de la Culture de Maisons-Alfort (membre de notre PDD) aux porteurs du projet portugais "Pilar", Atelier Arte e Expressão à la ville Caldas da Rainha.

## **Premier séminaire transnational Italie, Grèce, Portugal, Lituanie et France Décembre 2005 - Créteil**

Ce premier séminaire a réuni sur trois journées, l'ensemble des partenaires de notre accord, dans les locaux du centre de prévention de Drogues et Société. Chacune des journées a été consacrée à une thématique précise et animée par un intervenant différent.

### **Bonnes pratiques en formation**

*Animation* : **Hélène Bézille**, psychosociologue - Université Paris VIII et Caen.

### **Contextes politiques sociaux, économiques et culturels dans lesquels s'inscrivent ces dispositifs**

*Animation* : **Marine Zecca**, psychologue et sociologue - Université Paris VIII

### **Perspectives d'insertion dans l'emploi à partir de chacun de ces dispositifs**

*Animation* : **Franco Giampalmo**, - sociologue - Rome .